

« Ni nucléaire, ni effet de serre »

Ce qu'affirment l'industrie et les États

L'électricité nucléaire est promue par certaines grandes entreprises comme une solution aux changements climatiques, présentée comme moins émettrice de gaz à effet de serre. L'industrie nucléaire s'évertue à vouloir développer sa technologie en France et à l'international, en faisant valoir auprès des États la « neutralité technologique » dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cela constitue souvent une tentative de s'opposer aux politiques publiques de développement des énergies renouvelables.

La réalité

Les risques humains et environnementaux du nucléaire

Le nucléaire comporte des risques humains et environnementaux bien trop importants sur le long terme. Outre la pollution liée aux mines d'uranium et au rejet de substances radioactives et chimiques dans l'environnement, la filière produit des déchets extrêmement toxiques, qui resteront dangereux pour des millions d'années. Le risque d'accident ne peut être écarté, comme l'ont montré les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima. Il est aggravé par le vieillissement des centrales : en France, 33 réacteurs sur 58 ont dépassé leur durée d'exploitation initialement fixée à 30 ans. Le 5e rapport du GIEC souligne d'ailleurs les problèmes sérieux liés à l'utilisation du nucléaire et rappelle aux gouvernements qu'il existe d'autres options permettant de maintenir le réchauffement en deçà de 2°C.

Le nucléaire est vulnérable face aux changements climatiques

Situées en bord de mer ou des fleuves, les centrales sont vulnérables à la montée des eaux, aux tempêtes ou aux inondations, accentuées sous l'effet des changements climatiques. Comme le reconnaît le World Energy Council, « les épisodes climatiques extrêmes représentent une menace majeure pour toutes les centrales électriques et particulièrement pour les réacteurs nucléaires, dans la mesure où elles

pourraient perturber le fonctionnement d'équipements critiques et de processus indispensables pour un fonctionnement sûr ».

Le nucléaire est inadapté pour répondre à l'urgence climatique

La menace climatique implique des moyens de réduction des émissions simples et rapides à mettre en œuvre. Même un développement très ambitieux du nucléaire – qui irait de pair avec un accroissement des risques d'accident et l'accumulation de déchets – n'aurait qu'un effet limité sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre à court terme.

Le temps de construction d'un réacteur nucléaire, de 10 ans en moyenne sur les derniers réacteurs mis en service, est hors délai au regard de cette nécessité d'action urgente. *A contrario*, la mise en place d'un parc éolien ou de mesures d'économie d'énergie est généralement beaucoup plus rapides. De plus, le développement *ex nihilo* d'une filière nucléaire nécessite la mise en place d'infrastructures lourdes (installations de stockage des déchets, lignes haute tension).

Le nucléaire est inadapté pour répondre aux besoins énergétiques des populations démunies au Sud

L'énergie nucléaire est inadaptée pour fournir rapidement des services énergétiques de base aux 1,3

milliard de personnes démunies qui n'ont pas accès à l'électricité, essentiellement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Dans les zones non connectées au réseau, les énergies renouvelables, et notamment le solaire, peuvent offrir un accès à l'électricité beaucoup plus efficace et rapide. Enfin, dans certaines régions, la forte consommation d'eau des installations nucléaires est susceptible d'aggraver un stress hydrique déjà important.

Le mythe du nucléaire à bas coût

Le mythe du nucléaire « pas cher » est en train d'être révélé au grand jour. Tant la construction de nouveaux réacteurs (voir encadré) que la prolongation de la durée de vie des centrales existantes à 40 ans nécessitent des investissements colossaux. Les travaux envisagés pour une prolongation du parc nucléaire français et sa mise aux normes post-Fukushima représenteraient la somme

de 55 à 250 milliards d'euros (selon les hypothèses respectives d'EDF et du cabinet Wise Paris).

Le nucléaire n'est pas une option compétitive face aux énergies renouvelables. Alors que le coût du solaire photovoltaïque a baissé de près de 10% par an pendant 10 ans, celui des nouveaux réacteurs ne cesse d'augmenter. À Flamanville, le coût de production total atteindrait 107 euros/MWh. En Grande-Bretagne, où EDF prévoit de construire un autre EPR, le coût du tarif d'achat de l'électricité nucléaire est de 114 €/MWh (valeur 2012). En comparaison, le coût de production de l'électricité éolienne est compris entre 63 €/MWh et 77 €/MWh (valeurs 2013).

La récente étude de l'Ademe montre qu'il est possible d'arriver en France à 100% d'électricité renouvelable sans que ce soit beaucoup plus cher que le scénario de la loi de transition énergétique en cours d'adoption (réduction du nucléaire à 50% du mix électrique).

L'EPR : grand projet inutile et gouffre financier

Présenté comme le nec plus ultra de la sûreté, le réacteur EPR est considéré par l'industrie nucléaire comme la « relève » des centrales existantes. Mais outre de nombreuses malfaçons repérées sur les chantiers français et finlandais et des anomalies qui pourraient toucher les chantiers de Flamanville, Hinkley Point et Taishan, ce réacteur cumule les retards et surcoûts.

Évalués en 2006 à 3,3 milliards d'euros, les coûts de construction de l'EPR de Flamanville atteignent 9 milliards d'euros et la découverte récente d'anomalies lourdes pourrait porter ce coût à 10 milliards d'euros. Huit ans après le début de la construction, l'EPR n'a toujours produit aucun kilowattheure prétendument « décarboné », mais a englouti des sommes gigantesques qui auraient pu être dédiées à de véritables investissements dans la transition énergétique. En 2006, l'étude « Courant alternatif pour le Grand Ouest » montrait que si les 3,3 milliards d'euros qu'était à l'époque censé coûter l'EPR avaient été consacrés au développement des énergies renouvelables et aux économies d'énergie, il aurait été possible de répondre deux fois mieux aux besoins en énergie, de créer près de 10 000 emplois, tout en luttant efficacement contre l'effet de serre.

Signataires

